

Une véritable rentrée scolaire ? Non, un mensonge et une imposture !

Après les mensonges en rafales sur les masques, sur les tests, sur les chiffres, après les contradictions, les volte-face gouvernementales en série, le tout couvert par une propagande effrénée... maintenant, les conditions de la réouverture des écoles imposées par le gouvernement. Une scandaleuse imposture !

Un parent d'élève dont *Informations ouvrières* a publié le témoignage, explique la situation dans l'école de son fils de 8 ans.

« Les élèves seront entre 10 et 15 par classe, pas nécessairement avec leur maîtresse. Par manque de personnel, la commune ne pourra désinfecter l'école que le mercredi et le samedi. Les enfants qui iront à l'école seront accueillis deux jours par semaine : le lundi et le mardi ou le jeudi et le vendredi, une semaine sur deux ou plus selon les effectifs. Les enseignants, qui devront cumuler télé-travail pour leurs élèves et accueil des enfants, prendront en charge un groupe deux fois par semaine et feront effectuer aux enfants le travail demandé par leur enseignant(e). (...) Lors des récréations aucun jeu de contact ne sera autorisé. Si vous le souhaitez, vous pouvez fournir un cerceau, une corde à sauter ou autre jeu solitaire à votre enfant. »

C'est ce qui se passe partout. C'est du moins ce que voudrait imposer le gouvernement.

Non, ce n'est pas une rentrée scolaire. C'est du gardiennage bricolé localement au profit du patronat. C'est la destruction du métier d'enseignant, au préjudice des conditions sanitaires qui ne sont pas garanties. Comme le dit une enseignante sur une chaîne de télé : *« Mon métier, c'est de transmettre le savoir, pas de faire de la garderie pour que les parents aillent au travail. »*

Devant ce qui n'a rien à voir avec une rentrée scolaire, nombre de maires refusent d'en porter la responsabilité et le Sénat a voté un amendement les en dégageant.

Après la destruction des hôpitaux, après les millions d'emplois menacés de destruction et le sabotage de deux mois d'école du fait d'un confinement de plus en plus contesté, c'est maintenant un pas de plus de ce gouvernement pour détruire l'école et le droit à l'instruction.

La preuve : tous les élèves ne sont pas concernés. Le droit à l'instruction, c'est que tous les élèves puissent aller à l'école pour recevoir l'instruction qui leur est due. Foulant aux pieds les obligations qui sont celles de l'école publique, le gouvernement se décharge de ses responsabilités sur les parents et leur dit : « Décidez vous-mêmes. »

Il place les parents devant un choix impossible : ou bien placer ses enfants dans ce qui n'a plus rien à voir avec l'école, sans savoir si les conditions de santé seront garanties ; ou bien, si on le peut, les garder à la maison.

Quoi qu'on fasse, le gouvernement a donc décidé que tous les enfants seront privés d'école et d'instruction.

En multipliant prises de position, déclarations, pétitions, des milliers de parents, d'enseignants avec leurs syndicats, refusent ce chaos. Pour que les écoles puissent rouvrir, ils exigent que les conditions de sécurité (le dépistage systématique, les masques...) soient réunies, que l'école reste l'école et qu'elle ne soit pas transformée en garderie.

Comme les personnels hospitaliers qui refusent la destruction du service public de santé et ses conséquences meurtrières,

comme les personnels de Sécu qui refusent de fliquer les malades du Covid 19 et leurs contacts, les parents, les enseignants, les maires qui refusent l'imposture de la réouverture voulue par le gouvernement ont raison !

Ils exigent, ils se battent, ils s'organisent pour que les conditions de la reprise de l'école soient assurées : il en va de la défense du droit à l'instruction !